



# 10 octobre 2011 #98 La CPI semaine après semaine



## Situation en République de Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, avait, le 18 avril 2003, **déclaré accepter la compétence** de la Cour. La présidence de la République de Côte d'Ivoire a récemment **confirmé cette acceptation**, les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011. Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur la situation en Côte d'Ivoire pour les crimes qui auraient été commis depuis le 28 novembre 2010.

### La Chambre préliminaire III de la CPI autorise le Procureur à ouvrir une enquête en Côte d'Ivoire

Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire III de la Cour pénale internationale (CPI) a fait droit à la requête du Procureur aux fins de l'ouverture d'une enquête sur les crimes présumés relevant de la compétence de la Cour, qui auraient été commis en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010, ainsi que sur les crimes qui pourraient être commis dans le futur dans le contexte de cette situation.

La Chambre préliminaire III, composée des juges Silvia Fernández de Gurmendi (juge présidente), Adrian Fulford et Elizabeth Odio Benito, a également demandé au Procureur de lui fournir toute information supplémentaire à sa disposition sur des crimes qui pourraient relever potentiellement de la compétence de la Cour et qui auraient été commis entre 2002 et 2010.

La juge présidente, Mme Silvia Fernández de Gurmendi, tout en rejoignant la position majoritaire de la Chambre sur la décision d'autoriser l'ouverture de l'enquête, a rendu une décision séparée partiellement dissidente.

**« En rendant leur décision, les juges ont veillé à ce que justice soit rendue pour les victimes en Côte d'Ivoire » déclare le Procureur de la CPI qui ajoute « je mènerai une enquête efficace, indépendante et impartiale ».**

« Il s'agit d'un processus judiciaire et l'enquête sera guidée uniquement par le droit. Mon Bureau commencera dès aujourd'hui à recueillir des éléments de preuve en toute impartialité et de manière indépendante. Nous présenterons nos affaires devant les juges dès que nous serons en mesure de le faire et il leur appartiendra de déterminer qui devra être jugé.

Notre enquête doit s'inscrire dans les efforts déployés sur le plan national et international pour empêcher que de nouveaux crimes ne soient commis en Côte d'Ivoire. La Commission dialogue, vérité et réconciliation récemment établie jouera un rôle essentiel dans la réalisation de ces efforts. Il pourrait s'avérer nécessaire que les autorités nationales définissent d'autres activités afin d'aider les victimes, de garantir une coexistence pacifique et d'empêcher l'éruption de nouvelles violences. Nous devons tous nous unir pour promouvoir la justice et la réconciliation en Côte d'Ivoire. »

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [otpnewsdesk@icc-cpi.int](mailto:otpnewsdesk@icc-cpi.int).

Source: Bureau du Procureur

## Décisions adoptées entre le 3 et le 7 octobre 2011

**Decision Pursuant to Article 15 of the Rome Statute on the Authorisation of an Investigation into the Situation in the Republic of Côte d'Ivoire**

Rendue par la Chambre préliminaire III, le 3 octobre 2011

**Judge Fernández de Gurmendi's separate and partially dissenting opinion to the Decision Pursuant to Article 15 of the Rome Statute on the Authorisation of an Investigation into the Situation in the Republic of Côte d'Ivoire**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 3 octobre 2011

**Situation en République démocratique du Congo**

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui ainsi que le suspect Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges contre Callixte Mbarushimana s'est tenue du 16 au 21 septembre 2011. La décision sur la confirmation des charges n'a pas encore été délivrée.

## Décisions adoptées entre le 3 et le 7 octobre 2011

**Affaire Lubanga Dyilo****Decision replacing a judge in the Appeals Chamber**

Rendue par la Présidence le 6 octobre 2011

**Situation en République du Kenya**

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 9 septembre 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* s'est tenue du 21 septembre au 5 octobre 2011. Les décisions sont pendantes dans ces affaires.

## Décisions adoptées entre le 3 et le 7 octobre 2011

**Affaire Ruto, Kosgey et Sang****Decision on the "Request by the Victims' Representative for authorisation to respond to the 'Defence Request Regarding Prejudicial Comments Made by Victims' Legal Representative Sureta Chana during Closing Statements'"**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 3 octobre 2011

**Liens utiles**Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter****Evénements****La CPI accueille la table ronde des ONG**

Le Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song prononçant les mots de bienvenue lors d'une table ronde des ONG tenue au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

Du 3 au 6 octobre 2011, la Cour pénale internationale (CPI) a accueilli la 16<sup>ème</sup> réunion stratégique entre la CPI et les ONG. Les conférenciers du premier jour de la table ronde incluaient le Président de la CPI, les juges, le Greffier, le Chef de la Section d'appui aux conseils, le Conseil principal du Bureau du conseil public pour la défense, et le Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties. Lors du second jour, les thèmes abordés portaient sur la participation et la représentation légale des victimes, la stratégie d'information et le programme de sensibilisation de la Cour, la coopération inter-organes, la maximisation de l'impact des activités de la Cour, et le Fonds au profit des victimes. Les deux derniers jours de la table ronde ont permis de présenter les questions relatives au Bureau du Procureur.

## La CPI accueille un groupe d'étude du Collège de défense nationale du Bangladesh

Le 3 octobre 2011, la Cour pénale internationale (CPI) a accueilli au siège de la Cour à La Haye un groupe multinational de 21 officiers participant à une formation au Collège de défense nationale du Bangladesh. Les mots de bienvenue du Président de la CPI furent suivis de présentations des représentants des Chambres, du Bureau du Procureur et du Greffe. Les membres du groupe ont pu apprendre l'histoire de la CPI, son mandat, sa structure, les cas qui lui sont soumis, son programme de sensibilisation, ainsi que les moyens mis en œuvre en faveur des victimes et de la défense.



Le Président de la CPI le juge Sang-Hyun Song rencontre un groupe d'étude du Bangladesh ©ICC-CPI

## Calendrier

OCTOBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
10  Le président de la CPI prononce un discours d'ouverture lors de la 24ème Conférence LAWASIA à Seoul (Corée)	11	12	13  La CPI anime une visite d'étude pour les juges du Bangladesh	14	15	16
17	18	19	20	21	22  Le Président Song participe à un panel de discussion sur « Les défis actuels de la Cour pénale internationale » lors du weekend de droit international à New York (Etats-Unis)	23
24	25	26  Le Président Song présente le rapport annuel de la CPI à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York (Etats-Unis)	27	28	29	30
31						
NOVEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	1	2  La Juge Monageng s'adresse aux avocats lors de la conférence annuelle de l'IBA à Dubai (Emirats Arabes Unis)	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.

[www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int) | Ceci n'est pas un document officiel, il est destiné à l'information du public.

Cour pénale internationale : Maanweg, 174 ; 2516 AB, La Haye (Pays-Bas). Adresse postale : Boîte postale 19519 ; 2500 CM, La Haye (Pays-Bas). Tél. + 31 (0)70 515 8515 ;

Télécopie +31 (0)70 515 8555. Chaîne sur Youtube : [www.youtube.com/IntlCriminalCourt](http://www.youtube.com/IntlCriminalCourt) ; compte Twitter : [www.twitter.com/IntlCrimCourt](http://www.twitter.com/IntlCrimCourt)